

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Entre 1987 et 1997 , en dix ans :

**Les prix du service public  
n'augmentent que de 14%  
contre 48 % pour les prix des  
services privés !**

- Economie -

Date de mise en ligne : vendredi 4 avril 2003

---

Démocratie & Socialisme

---

## Les prix du service public n'augmentent que de 14% contre 48 % pour les prix des services privés !

**Alors que la grande presse s'enflamme de comparaisons à propos des secteurs publics et privés, alors que le lobbying des libéraux et du patronat vise à augmenter les retraites du public (37,5 annuités) en les alignant sur celles du privé (portées de 37, 5 à 40 annuités par E. Balladur en été 93), alors que les médias mal intentionnés conditionnent l'opinion sur le fait qu'il y a trop de fonctionnaires, alors que le patronat prétend que les "services publics ne sont pas productifs", le plus fervent, le plus clair des démentis vient d'être apporté par l'INSEE :**

Depuis plus de dix ans, les prix des services publics ont augmenté moins que l'ensemble des autres prix : ils ont même baissé en 1988 et 1997 (- 0,5 % et - 0,2 %). L'écart d'inflation avec le privé s'est creusé fortement depuis 1987 : + 34 % d'écart de hausse au désavantage des services privés.

Ce "succès" du public est général : les hausses du train et de l'avion ont été plus faibles que celles des transports urbains. La chute du prix du téléphone s'est accentuée en dix ans. Les hausses des prix du gaz et de l'électricité ont été inférieures à l'inflation pendant une décennie.

Vive le public ! A bas les donneurs de leçons libéraux, il faut plus de service public, moins de privé, halte aux privatisations, protégeons ce secteur public qui marche, c'est mieux pour l'économie, l'intérêt général, tant mieux si les actionnaires privés en sont dépités.

Mais problème : n'est-ce pas aussi parce que la rentabilité du public a été accentuée, que le nombre de fonctionnaires a été réduit, que les investissements n'ont pas été suffisants, et ne faut-il pas réfléchir : pour que le public conserve cette compétitivité, pour qu'il soit toujours efficace, ne faut-il pas aussi prévoir l'avenir, élargir son champ d'action, investir ? Car le "privé" bénéficie du public (électricité, téléphone, transports..) et profite de ces faibles coûts... sans rien rendre : pire le privé voit baisser ses impôts, reçoit de plus en plus des "aides", des "exonérations", tout en tirant partie de l'effort des fonctionnaires, et en se permettant une concurrence éhontée sur les secteurs les plus rentables.